



Communiqué du 23.06.2024



Les relais CCAT CÔÔ, TÎRÎ, MWÂ CÎRÎ, BEREPWARI, après concertation ce jour et validation, nous invitons tous les relais CCAT du territoire : KONE, POUEMBOU, POYA/ NEPOUI, HOUAÏLOU, BOURAIL, PWOYTA, PAÏTA, YATE, MONT DORE, NOUMEA et des îles à nous rejoindre sur les points de revendications suivants :

Considérons que :

- La juge des libertés et de la détention lors d'une audience à 8 clos, a placé en détention provisoire 11 de nos camarades militants de la CCAT, ce choix soit disant conforme aux réquisitions du procureur de la république,
- ces détentions provisoire s'effectuent dans des centres pénitentiaires de Métropole, et que certains d'entre eux ont prit l'avion hier soir,
- Il a été notifié plusieurs chef d'accusations tels que :
 1. Association de malfaiteurs au vue de la préparation d'un crime et d'un délit ;
 2. Participation à un groupement formé en vue de la commission de la dégradation ou de violences volontaires,
 3. De vols en bande organisés ;
 4. Destruction de biens commis par incendie en bande organisé ;
 5. Complicité part instigation aux fournitures de moyens des crimes de meurtre ou de tentative de meurtres sur les forces de l'ordre.

Nous rappelons que :

- nous ne sommes pas des terroristes, nos mobilisations ont toujours étaient pacifiques, avec pour mot d'ordre affichons nos couleurs dans le respect, la rigueur et la discipline, sans armes, sans alcool.
- que toutes les exactions commises ont été le résultat à la méthode de l'état de passage en force en adoptant cette loi qui représente une menace sérieuse pour les droits et les intérêts des citoyens calédoniens.

Nous dénonçons toutes les injustices commises envers le peuple KANAK :

- -Arrestations abusives,
- -Les perquisitions sans raisons valables,
- -La répression permanente et accentuée depuis le 13 mai 2024,
- -L'intense campagne de criminalisation contre la CCAT, orchestrée par le gouvernement français et les forces loyalistes locales depuis le début des révoltes dans le seul but de justifier la répression brutale de la lutte indépendantiste KANAK,
- -Les tentatives du gouvernement français de diviser les forces composant le mouvement indépendantiste et en opposant une CCAT soi disant « radicale et diabolisée » au reste du FLNKS.

Nous tenons à interpeller :

- tous les responsables politiques du FLNKS et les élus politiques indépendantistes, leur exigeant d'activer tous les leviers et les moyens nécessaires, à ce qu'une mission et enquête indépendante soit mise en place pour rétablir la vérité et la justice sur tous les chefs d'accusations émis à l'encontre de tous nos camarades militants interpellés depuis le début des événements sur le territoire.

Nous réitérons tout notre soutien à nos camarades militants CCAT qui ont été extradés, et exhortons les autorités compétentes à supprimer tous les chefs d'accusations portés à leur encontre.

Dans ce sens, **nous prenons une position ferme, définitive**, si aucunes mesures n'est prises, les autorités de l'état ainsi que nos élus devront en assumer les conséquences :

- Nous appelons l'ensemble des militants du territoire à ne pas participer au scrutin des deux prochains votes,
- et que les mines resteront fermés jusqu'à nouvel ordre,

Pour conclure **nous promettons également de fortes perturbations** quant à l'entêtement de l'état français en KANAKY, à maintenir le scrutin des législatives ne prenant pas en compte nos exigences sur la libération de nos camarades.

Notre engagement ne devra jamais cesser faute de combattant.
Que vive KANAKY !!!